

## La BBC annonce la fermeture de son bureau à Bujumbura

Reporters sans frontières, 16 juillet 2019 Fermeture de la BBC au Burundi : «cela survie des médias indépendants est en jeu» (RSF) Alors que la BBC vient d'annoncer la fermeture de son bureau et que la radiotélévision nationale est désormais dirigée par un chef de milice, Reporters sans frontières (RSF) déplore un verrouillage du paysage médiatique burundais très inquiétant à un an de l'élection présidentielle.

Combien de médias indépendants restera-t-il lors de l'élection présidentielle prévue en 2020 au Burundi? Quatre après le retrait de sa licence d'exploitation et plus d'un an après sa suspension, la BBC a décidé de fermer à Bujumbura, ont annoncé plusieurs de ses journalistes. La radio internationale dont les programmes en langue nationale sont très suivis n'est pas parvenue à obtenir une levée de ces sanctions. Elle est accusée d'avoir «exporté» la cohésion nationale et de «manquement à la démocratie» après la diffusion d'un documentaire révélant la présence de agents de renseignement dans des centres de détention secrets. Le retrait de cet acteur incontournable intervient dans un climat de plus en plus pesant pour les journalistes présents au Burundi. La Radio télévision nationale du Burundi (RTNB) est désormais dirigée par le chef de la Ligue de jeunesse du parti au pouvoir, Eric Nshimirimana, nommé directeur général par décret présidentiel au début du mois de juillet. Le leader des Imbonerakure, le mouvement politique qualifié de «milice» par l'ONU et qui fait, avec le régime burundais, l'objet d'une enquête pour l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI), était jusque-là directeur d'une société sucrière. Il ne connaît rien du monde des médias burundais. Les Imbonerakure sont accusés d'être un outil du système répressif en place lors de la crise politique de 2015 consécutive à la démission du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat. «Le départ de la BBC et la nomination d'un chef de milice accusé d'avoir commis de si nombreux les pires exactions à la tête de la radiotélévision nationale confirment un verrouillage du paysage médiatique extrêmement inquiétant à un an de l'élection présidentielle», déplore Arnaud Froger, responsable du bureau Afrique RSF. Les médias indépendants étaient déjà en sursis. C'est d'ailleurs leur survie qui est menacée par un régime tout pour avoir une presse aux ordres et un débat public sans voix dissidente. Les médias indépendants attaqués par d'autres radios internationales ne sont pas épargnés par les avertissements et les sanctions. A l'instar de la BBC, VOA avait déjà été suspendue pour 6 mois l'année dernière. Cette suspension a été prolongée sine die de manière totalement arbitraire en mars dernier. En juin, le conseil a également menacé RFI de sanctions pour la conduite d'un entretien avec une militante des droits de l'Homme, accusée de ternir l'image du pays. Plus récemment, c'est l'indépendant Iwacu, qui s'est vu accusé par l'organe de régulation des médias de «déséquilibre et de déséquilibre». Bigirimana, journaliste pour cet hebdomadaire a été enlevé, selon plusieurs témoins, par les services de renseignements le 22 juillet 2016. A quelques jours du troisième anniversaire de sa disparition, les autorités n'ont toujours pas communiqué sur son sujet et l'enquête reste au point mort. Le Burundi occupe la 159<sup>e</sup> place sur 180 dans le Classement mondial 2019 de la liberté de la presse de RSF.